



# Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

*Provisoire*

**8674<sup>e</sup>** séance

Vendredi 22 novembre 2019, à 15 h 10  
New York

<i>Présidente :</i>	M <sup>me</sup> Pierce . . . . .	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud . . . . .	M <sup>me</sup> Goolab
	Allemagne . . . . .	M. Heusgen
	Belgique . . . . .	M. Pecsteen de Buytsverve
	Chine . . . . .	M. Wu Haitao
	Côte d'Ivoire . . . . .	M. Ipo
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M. Jeffrey
	Fédération de Russie . . . . .	M. Polyanskiy
	France . . . . .	M. de Rivière
	Guinée équatoriale . . . . .	M. Esono Mbengono
	Indonésie . . . . .	M. Syihab
	Koweït . . . . .	M. Alotaibi
	Pérou . . . . .	M. Ugarelli
	Pologne . . . . .	M <sup>me</sup> Wronecka
	République dominicaine . . . . .	M. Singer Weisinger

## Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 h 10.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation au Moyen-Orient**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes appelées à présenter un exposé à participer à la présente séance : M. Geir Pedersen, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, et M<sup>me</sup> Sabah Al Hallak, membre du Conseil d'administration de la Syrian Women's League.

Le Conseil va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. Pedersen.

**M. Pedersen** (*parle en anglais*) : Le 30 octobre, 150 Syriens, hommes et femmes, se sont réunis à Genève pour lancer les travaux d'une Commission constitutionnelle crédible, équilibrée et inclusive, dirigée et contrôlée par les Syriens sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Il y avait 50 membres nommés par le Gouvernement de la République arabe syrienne, 50 membres nommés par la Commission syrienne de négociation et 50 militants de la société civile, experts et autres indépendants de l'intérieur et de l'extérieur du pays – un tiers dit médian. C'était un moment potentiellement historique. Les Syriens se sont réunis dans la même salle dans le cadre du processus politique officiel mandaté par le Conseil de sécurité pour les tout premiers pourparlers directs en cinq ans, après un accord politique entre le Gouvernement et l'opposition et, pour la toute première fois, avec la participation de la société civile.

Le lancement de la Commission a été un signe d'espoir pour le peuple syrien et une chance pour les parties syriennes d'entamer un dialogue direct, dont ils tiennent les rênes, sur l'avenir d'un pays brisé. Il a ouvert la voie à un effort politique visant à surmonter près de neuf années de conflit et à établir les prémices d'un jour nouveau pour la Syrie, conformément à la résolution 2254 (2015), qui contient tous les éléments nécessaires d'un règlement politique.

Au cours des deux jours qui ont suivi les membres de l'organe élargi ont présenté à Genève leurs projets sur les futurs arrangements constitutionnels de la Syrie. Ils ont adopté, par consensus, un code de conduite et un premier ensemble de règles de fonctionnement, et un accord a été trouvé concernant les 45 membres de l'organe restreint chargé de la rédaction. Par la suite, l'organe restreint, composé de 15 personnes issues de chaque groupe de 50, s'est réuni et a examiné les idées et les propositions présentées dans les discours prononcés par les membres de l'organe élargi et a également proposé d'autres idées, afin de définir d'éventuels principes constitutionnels. De nombreux débats et échanges d'idées ont eu lieu, et les membres ont convenu de revenir à Genève le lundi 25 novembre.

Je félicite les membres de la Commission pour le courage et le patriotisme dont ils ont fait preuve en participant à ces travaux initiaux et pour la manière dont ils s'y sont pris. Ce n'était pas chose aisée. Il y avait de la méfiance, de la suspicion et une profonde émotion parmi les membres de la Commission. Il y a eu de profonds sentiments de colère et de perte, sur les plans personnel et national. Les discours, les positions et les propositions divergeaient considérablement. Parfois, les échanges étaient houleux et les émotions fortes. Et pourtant, tout le monde est resté actif. Les membres de la Commission ont convenu d'un ordre du jour initial et ont écouté leurs déclarations respectives. Ils se sont efforcés, par le langage, le ton, le geste et la posture, de montrer leur ouverture au dialogue. Au fil des jours, ces efforts se sont progressivement intensifiés.

J'ai apprécié l'approche professionnelle des deux Coprésidents ayant le même statut – M. Ahmad Kuzbari, nommé par le Gouvernement, et M. Hadi Al-Bahra, nommé par l'opposition. Ils se sont acquittés de leurs responsabilités et ont assuré la présidence des séances par alternance. Ils ont permis aux membres de la Commission de s'exprimer ouvertement et franchement, et ont échangé de bonne foi avec mon équipe et moi. Je voudrais rappeler que, même si nous mettons l'accent sur ce que les parties déclarent dans la salle, il est important que les déclarations publiques témoignent de leur engagement en faveur des travaux de la Commission, sur la base de l'accord politique que les deux parties ont conclu pour la lancer. Il reste beaucoup à faire sur ce point.

Il est trop tôt pour affirmer qu'il existe un accord sur les principes constitutionnels. Il n'y a pas non plus encore d'accord concernant les questions qui

devraient être traitées dans la future Constitution et celles qui devraient l'être d'une autre manière. Mais, une réelle discussion a eu lieu pour la première fois et il y a des points de convergence sur lesquels s'appuyer. J'ai invité les membres à réfléchir, pendant la pause, à ce qui a été discuté et à revenir prêts à en tirer parti. Les 15 représentants du Gouvernement et de l'opposition au sein de l'organe restreint ont rencontré les 35 autres membres de leurs groupes respectifs à cette fin. J'ai indiqué aux Coprésidents que nous avons besoin d'eux pour proposer un ordre du jour tourné vers l'avenir pour les travaux à venir, et ils ont convenu avec moi que c'est effectivement un point important. Je suis disposé à leur offrir mes bons offices.

Je voudrais dire quelques mots sur le tiers médian, composé de membres de la société civile, d'indépendants, d'experts et d'autres Syriens à la compétence reconnue. Ces membres n'ont pas d'affiliation politique officielle, et aucun d'entre eux ne parle au nom d'un autre. Comme dans la société syrienne en général, leurs opinions, expériences, craintes, objectifs et relations diffèrent. Malgré tout, ils se sont assis à la même table, ont travaillé ensemble et ont commencé la tâche de longue haleine consistant à établir des rapports de confiance entre eux. Au fur et à mesure que ce processus avancera, il sera important de permettre aux 15 membres de l'organe restreint de consulter les 35 autres membres de leur groupe. Je me réjouis à la perspective de poursuivre les discussions entamées avec eux et les Coprésidents à ce sujet.

Je voudrais également signaler qu'environ 30 % des membres sont des femmes. Elles ont fait entendre leurs voix sur toutes les questions. Les questions relatives à l'égalité de genres et aux droits des femmes – soulevées à la fois par les hommes et les femmes – ont occupé une place importante dans les débats et sont des domaines dans lesquels j'ai senti qu'il pourrait y avoir un premier terrain d'entente.

J'ajouterai que le Comité consultatif des femmes syriennes s'est réuni à Genève au début des travaux de la Commission constitutionnelle et que ses membres ont montré, une fois de plus, dans quelle mesure les membres d'un groupe représentatif de Syriens peuvent instaurer un climat de confiance et travailler ensemble. J'espère qu'ils se réuniront à nouveau à Genève dans un avenir proche.

J'attends également avec intérêt la poursuite du processus de consultations mené par l'ONU avec un large éventail de représentants de la société civile

syrienne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Syrie, grâce au travail de notre bureau d'aide à la société civile. Nous comptons poursuivre notre coopération dans ce cadre assez rapidement.

Je voudrais remercier le Conseil de sécurité d'avoir appuyé d'une seule voix la Commission constitutionnelle. J'ai également eu le plaisir de rencontrer les Ministres des affaires étrangères de l'Iran, de la Russie et de la Turquie et, avant cela, des représentants du groupe restreint à Genève en amont du lancement de la Commission.

J'en viens maintenant au tableau plus général. Il ne fait aucun doute que les travaux de la Commission sont à même d'instaurer un climat de confiance. Mais si nous voulons que la confiance dans le processus politique prenne racine au sein du peuple syrien, il faut que la dynamique sur le terrain change, et cela doit commencer par le plein respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme et par la protection des civils.

Je suis extrêmement préoccupé par la recrudescence de la violence à Edleb. Comme le Conseil le sait, il y a 3 millions de civils à Edleb, dont beaucoup ont fui les combats ailleurs en Syrie et qui ont souffert et continuent de souffrir. Ces dernières semaines, les bombardements aériens et les attaques au sol des deux côtés se sont intensifiés. Il y a tout juste deux jours, au moins une dizaine de civils ont été tués et 50 blessés, dont des enfants, lorsqu'un missile qui aurait été lancé depuis le territoire du Gouvernement syrien a touché un camp de personnes déplacées près d'une maternité.

Parallèlement, des faits nouveaux importants sont intervenus dans le nord-est du pays : une intervention militaire turque en Syrie avec les forces armées syriennes de l'opposition; le déploiement par le Gouvernement syrien de troupes dans le nord-est, conformément à un accord conclu avec les Forces démocratiques syriennes; un accord de cessez-le-feu entre les États-Unis et la Turquie; un accord entre la Turquie et la Russie, conduisant à des patrouilles conjointes le long de la frontière turque; et, bien sûr, le redéploiement des forces américaines d'une grande partie du nord-est vers Deir el-Zor et Hassaké, notamment à proximité des champs de pétrole. Ces accords ont permis de réduire la violence dans la région, mais des affrontements et des bombardements continuent d'être signalés. Plus de 90 civils ont été tués et, même si beaucoup sont rentrés chez eux, plus de 75 000 sont toujours déplacés. Dans le même temps, les frappes aériennes israéliennes près de

Damas, qui, selon Israël, ont été lancées en réponse à des tirs de roquettes le visant, auraient tué deux civils.

Toutes ces dynamiques sont extrêmement préoccupantes. Nous devons éviter toute tendance qui mènerait à une conflagration internationale plus grave autour de la Syrie ainsi qu'à la poursuite des violations de sa souveraineté, de son indépendance, de son unité et de son intégrité territoriale.

La résolution 2254 (2015) appelle également à un cessez-le-feu national et à une approche commune de la lutte contre le terrorisme. Le problème non résolu de Hay'at Tahrir el-Cham, le danger de la résurgence de l'État islamique d'Iraq et du Levant et la menace persistante de combattants terroristes étrangers ne font que souligner la nécessité d'une approche coopérative qui assure la stabilité, protège les civils, respecte pleinement le droit international humanitaire, favorise un véritable calme et accorde la priorité à une solution politique.

Alors que la violence et les souffrances continuent, les Syriens de tous bords exigent de ce processus des actions concrètes permettant d'améliorer leur vie. Je continue de considérer que la libération unilatérale des personnes détenues ou enlevées ainsi que la prise de mesures à grande échelle par toutes les parties afin de préciser le sort des personnes portées disparues constituent des points de départ essentiels à cet égard.

Toutefois, je reste également convaincu qu'un ensemble plus large de mesures concrètes devra probablement suivre un modèle échelonné, avec certains éléments de réciprocité, afin de renforcer la confiance entre les Syriens mais aussi avec la communauté internationale.

Je continue à mener une discussion avec les parties syriennes sur les dimensions plus larges du processus et d'offrir mes bons offices aux principaux acteurs régionaux et internationaux sur ces questions. Les responsables russes et américains continuent de se rencontrer pour discuter des mesures qui pourraient être prises. J'ai eu une discussion fructueuse à ce sujet avec la Chancelière allemande Merkel et de hauts fonctionnaires à Berlin la semaine dernière. Au sein du groupe d'Astana, le dialogue entre les pays soutenant différents acteurs en Syrie se poursuit, et je continue d'appuyer la convocation d'un cadre international qui pourrait rassembler les principaux acteurs dans un effort commun.

À terme, je considère que tous ces efforts doivent mener à l'instauration d'un environnement sûr, calme et

neutre. Cela permettrait à toute réforme constitutionnelle d'aller de pair avec la création de conditions positives sur le terrain, ainsi qu'avec la mise en place d'un environnement propice à la tenue d'élections ouvertes à tous, libres et régulières sous la supervision de l'ONU, conformément à la résolution 2254 (2015). De toute évidence, les mesures nécessaires à la création d'un tel environnement contribueraient également à donner aux réfugiés la confiance dont ils ont besoin pour rentrer chez eux de leur plein gré, en toute sécurité et dans la dignité.

Je nourris le ferme espoir qu'avec la Commission constitutionnelle ouvrant la voie, le Gouvernement et l'opposition seront à terme en mesure d'établir une relation; la violence diminuera et les conditions sur le terrain changeront; et une solution globale et décisive sera enfin trouvée dans l'intérêt de tous les Syriens. Les parties syriennes, qui dirigent et maîtrisent ce processus, doivent saisir l'occasion qu'offre le lancement de la Commission. Elles doivent, comme nous tous, construire autour d'elle une dynamique complémentaire dans l'intérêt du peuple syrien. Je remercie tous les membres de l'appui qu'ils m'ont apporté alors que je continue d'œuvrer en ce sens, dans le cadre de l'exécution de mon mandat tel qu'énoncé dans la résolution 2254 (2015).

**La Présidente (parle en anglais) :** Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Al Hallak, qui intervient en sa qualité de membre du Conseil d'administration de la Syrian Women's League et de membre fondateur de la Syrian League for Citizenship.

**M<sup>me</sup> Al Hallak (parle en arabe) :** Je vous remercie, Madame la Présidente, de m'avoir invitée à faire un exposé au Conseil aujourd'hui. Comme la Présidente l'a noté, je suis membre de la Commission constitutionnelle syrienne et du Comité consultatif des femmes syriennes. J'ai passé la moitié de ma vie à œuvrer pour l'autonomisation des femmes syriennes et la promotion de leurs droits dans tous les domaines et je continue la lutte à cette fin. Aujourd'hui, je fais un exposé au Conseil en ma qualité de féministe de la société civile syrienne.

Le sort de millions de Syriens est toujours entre les mains du Conseil du fait de la poursuite des opérations militaires à Damas, Edleb, Alep, dans le nord-est et d'autres provinces.

Ma déclaration portera sur trois questions fondamentales : premièrement, les conséquences des conflits militaires sur des millions de femmes et la

nécessité d'assurer la reddition des comptes et de punir les auteurs; deuxièmement, la participation effective des femmes syriennes au processus politique ainsi qu'à tous les aspects de la paix et de la sécurité; et, troisièmement, la libération par toutes les parties des détenus et des personnes disparues de force.

Le conflit syrien, qui dure depuis plus de huit ans, a eu des conséquences tragiques pour tous les Syriens, en particulier les femmes, les filles et les enfants. Comme l'Envoyé spécial l'a noté, 16 personnes, dont des femmes, des enfants et des membres du personnel médical, ont été tuées cette semaine à la suite d'une attaque de missiles près d'une maternité dans un camp de personnes déplacées à Edleb. Il s'agit de la soixante-cinquième attaque contre des installations sanitaires dans le nord-ouest de la Syrie depuis avril dernier, selon les rapports de la Syrian American Medical Society. En outre, des dizaines de milliers de personnes, dont la majorité sont des femmes et des enfants, ont été déplacées dans le nord-est et le nord-ouest de la Syrie à la suite des récentes opérations militaires, provoquant une catastrophe humanitaire.

La détérioration de la crise politique et humanitaire en cours en Syrie a encore exacerbé les discriminations à l'égard des femmes, intensifié les violences fondées sur le genre, augmenté les cas de mariages précoces et forcés, et aggravé le phénomène de la traite des femmes. Les femmes syriennes peinent à obtenir leurs droits, de quelque partie que ce soit. Cette discrimination à l'égard des femmes ne trouve pas sa source que dans les lois syriennes discriminatoires à leur égard, mais aussi dans les pratiques d'autres groupes comme l'État islamique d'Iraq et du Levant, le Front el-Nosra et d'autres qui, eux aussi, usent de violence et de terreur contre les femmes et les privent de leurs droits les plus fondamentaux. Les femmes syriennes constituent la majorité des personnes déplacées de force de leurs foyers, et c'est pourquoi la création d'un environnement propice à un retour volontaire et dans la sécurité et la dignité des réfugiés à leurs lieux d'origine est une condition fondamentale, tel que prescrit par le droit international.

Toutes les parties au conflit armé en Syrie se comportent comme si elles étaient convaincues qu'elles pouvaient agir en toute impunité. C'est pourquoi le Conseil de sécurité doit exercer des pressions sur elles pour les amener à respecter leurs obligations découlant du droit international et garantir l'application du principe de responsabilité contre ceux qui ont commis des violations graves contre des millions de Syriennes

et de Syriens. Toute mesure que prendra le Conseil pour garantir la responsabilisation juridique et mettre en œuvre les mécanismes de justice transitionnelle doit tenir compte de la dimension genre et des répercussions du conflit armé sur les femmes et les filles. Il ne faut pas attendre jusqu'à ce qu'un règlement politique soit trouvé pour mettre en application le principe de responsabilité. Malgré le rôle limité que joue actuellement la société civile pour influencer le processus politique en Syrie, les militants et les militantes des associations féminines et de défense des droits de la personne s'attachent à tracer une feuille de route pour définir l'avenir de la Syrie, en particulier s'agissant des questions liées à la justice, à la citoyenneté et aux droits fondamentaux. Je voudrais réaffirmer ici qu'il est impossible d'instaurer la démocratie en l'absence d'égalité entre les sexes ou sans une participation active des femmes au processus de prise de décisions politiques. Si j'insiste plus particulièrement sur ces revendications, c'est parce qu'elles ont toujours été ignorées dans les forums et les lieux de prise de décisions et qu'elles le sont encore à ce jour. Malgré les efforts déployés par l'Envoyé spécial et malgré les demandes exprimées par les militantes de la société civile, les délégations du Gouvernement et de l'opposition chargées de conduire les négociations ne comptent en leur sein, de 2014 à ce jour, qu'un nombre limité femmes – deux en tout dans chacune d'entre elles.

De nombreux militants et militantes de la société civile appuient le processus constitutionnel en cours et le considère comme une voie vers le processus politique. La réunion de la commission constitutionnelle qui a eu lieu en novembre est un bon pas en avant fait en vue d'accroître la participation des femmes. Comme l'Envoyé spécial l'a indiqué, le taux de participation des femmes a atteint près de 30 %, et ce grâce à ses efforts et à un très fort plaidoyer des féministes syriennes et syriens. Cela nous permet d'espérer que ce taux va s'accroître aussi dans le processus de négociations entre les parties en conflit. Nous souhaiterions aussi que ce processus soit inscrit dans notre nouvelle Constitution afin d'assurer que les droits des femmes seront garantis à l'avenir dans la nouvelle Syrie.

La question des personnes détenues, portées disparues et enlevées est une question complexe sur laquelle, hélas, aucun progrès n'a été fait depuis la précédente séance du Conseil en août (voir S/PV.8593). Malgré la compassion démontrée par le Conseil, plus de 100 000 Syriens et Syriennes comptent encore au nombre des personnes enlevées ou portées disparues, qui continuent de subir tortures, humiliations et



mauvais traitements, comme mes collègues de Families for Freedom (Familles pour la liberté) l'ont indiqué. Je voudrais informer le Conseil que les parties au conflit détiennent nombre de femmes et d'enfants qu'ils utilisent comme otages pour faire du chantage à leurs époux ou à leurs pères impliqués dans des activités militaires et politiques. La plupart des personnes qui ont été détenues et portées disparues ces dix dernières années, en général au motif de lutte présumée contre le terrorisme, sont des défenseurs des droits de la personne. Les militantes, y compris celles travaillant dans le domaine des secours humanitaires, ont été les victimes, outre la détention, de multiples formes de violence. En effet, les femmes et les filles détenues, juste parce qu'elles sont des femmes, font face durant et même après leur détention, à des conséquences spécifiques à leur sexe, en particulier dans nos sociétés. Du fait du sceau de la honte qui les frappent désormais, certaines d'entre elles finissent par être répudiées, victimes de crimes d'honneur, et même amenées à se suicider.

C'est pourquoi il importe que toutes les parties au conflit en Syrie libèrent toutes les femmes détenues ou enlevées de force et respectent les dispositions du droit international des droits de la personne et de la résolution 2254 (2015). Le règlement de ce problème est une condition essentielle pour instaurer la confiance, comme l'Envoyé spécial l'a dit également, entre les parties au conflit et le peuple syrien, et entre le peuple syrien et l'ONU. Car en s'intéressant de près à cette question, l'ONU montrera qu'elle lui accorde la priorité, ce qui renforcera la légitimité de son rôle aux yeux de la rue syrienne. Mais la réalité, hélas, en particulier ces dernières années, est que des millions de Syriens ont l'impression que la communauté internationale les a abandonnés à leur sort et à leurs souffrances.

Pour terminer, je voudrais appeler l'ensemble des membres du Conseil à veiller à la pleine mise en œuvre de la résolution 2254 (2015) adoptée à l'unanimité, qui représente une feuille de route pour l'avenir de la Syrie, ainsi qu'à prendre à titre prioritaire les mesures suivantes.

Premièrement, le Conseil doit appeler à la cessation immédiate des hostilités en vue de mettre fin au conflit en cours, et assurer la protection de tous les civils, femmes et hommes, contre les attaques répétées.

Deuxièmement, il doit garantir une participation active et égale des femmes aux processus de prise des décisions politiques concernant le présent et l'avenir de la Syrie. Il importe à cet égard de garantir un taux de 30 % au minimum de représentation des femmes à tous

les niveaux décisionnels, l'objectif étant de parvenir à une pleine parité.

Troisièmement, il doit inscrire les principes du droit international dans la nouvelle Constitution, notamment la parité des sexes et la non-discrimination. La Constitution doit garantir que soient érigées en infraction toutes les formes de violence fondée sur le genre et toutes les formes de discrimination fondée sur l'appartenance ethnique, le genre, le handicap, la couleur de la peau, etc. Elle doit également inclure les dispositions de la primauté des traités internationaux dans les législations nationales.

Pour revenir à notre priorité humanitaire absolue, le Conseil doit aussi appeler à la libération des détenus et, pour ce faire, il faut qu'un accès sans conditions soit autorisé à tous les lieux de détention. Il doit également appuyer les efforts que déploie l'Envoyé spécial pour régler la question des détenus dans le cadre des tâches relevant de son mandat, et aider à remédier aux conséquences spécifiques au genre que subissent de nombreuses femmes détenues ou enlevées après leur libération.

Le fait que le Conseil ait échoué à ce jour à mettre fin au bain de sang dans mon pays, la Syrie, ainsi qu'à empêcher que les auteurs de violations des droits de l'homme jouissent de l'impunité sape sa crédibilité en tant qu'organe chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Rien que cette année, plusieurs exposés ont été présentés au Conseil sur les graves répercussions de cette guerre sur les civils, notamment les femmes, les enfants, les handicapés, les familles de détenus et le personnel médical. Nous tous, Syriens et Syriennes, languissons de voir arriver le jour où nous nous libérerons de la violence et du conflit. Nous rêvons d'un pays démocratique et d'un avenir inclusif où les droits de la personne, notamment les droits humanitaires des femmes, sont renforcés et protégés. Mais le fait est que notre présent et notre avenir dépendent d'une décision ferme du Conseil.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Al Hallak de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Jeffrey** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : L'exposé de M<sup>me</sup> Al Hallak a été une description très louable et très émouvante des épreuves que ce terrible conflit inflige aux civils en Syrie, en particulier aux femmes. Une fois encore, nous la

remercions vivement. Nous remercions l'Envoyé spécial Geir Pedersen des remarques qu'il a formulées, et plus encore du rôle central qu'il a joué dans le lancement de la Commission constitutionnelle le mois dernier. Nous le félicitons personnellement, ainsi que le Secrétaire général et l'ONU dans son ensemble, pour cette réalisation remarquable.

Mais bien que nous ne devons pas confondre un pas en avant, même s'il est important, avec la paix que nous recherchons, nous devons quand même réfléchir à l'importance de ce qui s'est passé à Genève. Conformément à une décision du Conseil de sécurité, nous avons maintenant deux instances officiellement reconnues par la communauté internationale pour traiter de la Syrie et des problèmes liés au conflit syrien, à savoir le régime à Damas et un congrès de membres de tous horizons politiques à Genève. Nous ne doutons pas que cet équilibre, en particulier en ce qui concerne le travail qui peut être mené à Genève, peut ouvrir la voie à un avenir bien meilleur si le Conseil l'appuie pleinement. C'est donc là notre première recommandation pour trouver une solution à cette terrible crise.

La deuxième, toujours conformément à la résolution 2254 (2015), est l'instauration d'un cessez-le-feu. Nous devons réfléchir à ce que nous avons vu depuis la dernière fois que le Conseil s'est réuni pour parler de la Syrie (voir S/PV.8645). Nous avons assisté à une nouvelle recrudescence des combats avec l'incursion turque dans le nord-est du pays. Quatre des cinq armées extérieures concernées, ainsi que l'Armée arabe syrienne et plusieurs acteurs non étatiques importants, sont toutes en train de se livrer à des manœuvres, se tirant parfois dessus dans une zone très confinée et très dangereuse. Pendant ce temps, à Edleb, dans le nord-ouest du pays, nous assistons à une nouvelle intensification de la violence. Comme M<sup>me</sup> Al Hallak nous l'a rappelé, hier, un missile stratégique à longue portée a été tiré – délibérément, selon nous – sur une zone où résidaient des déplacés, près d'une maternité, tuant et blessant tragiquement de nombreuses personnes. Enfin, la semaine dernière, il y a eu une escalade de la violence impliquant trois des autres grandes armées dans le ciel syrien. La faute en revient à cet égard au Gouvernement iranien, qui continue d'introduire des systèmes d'armes à longue portée en Syrie en vue de poursuivre ses actions dangereuses par l'intermédiaire de ses supplétifs. L'année dernière, trois de nos partenaires ont été frappés par ces systèmes d'armes. Nous appuyons, en particulier, le droit d'Israël de se défendre et d'agir en état de légitime défense lorsque cela est nécessaire. Notre deuxième priorité est

donc l'instauration d'un cessez-le-feu s'étendant à tout le territoire.

Notre troisième priorité est de faire en sorte que la communauté internationale continue résolument d'exercer des pressions diplomatiques et économiques sur Damas pour accélérer la réalisation de ses autres objectifs, car nous pensons que sans ces pressions, nous n'obtiendrons rien. À cet égard, les États-Unis maintiennent leur position selon laquelle aucune aide à la reconstruction ne peut être fournie à Damas dans les zones qui sont sous son contrôle tant qu'un processus politique crédible et irréversible n'est pas en place, conformément à la résolution 2254 (2015), et tant que nous ne serons pas assurés que ce processus est bien en cours. Nous pensons que cette position est conforme à celle de nombre de nos partenaires d'Europe et du Moyen-Orient, et nous travaillerons en étroite collaboration avec eux pour veiller à ce que cette pression soit maintenue. Tout effort visant à fournir une aide à la reconstruction serait prématuré à ce stade, et nous considérons qu'il importe que l'aide fournie par l'ONU respecte ses propres principes et paramètres à l'appui d'une solution politique. Tel est notre troisième axe prioritaire.

Notre quatrième priorité à l'appui d'une solution politique viable consiste à tenter de trouver des compromis et une autre voie que la solution militaire, que, en tout cas, le régime estime encore possible. Mon gouvernement, en particulier, y travaille avec de nombreuses personnes autour de cette table. Je tiens à souligner en particulier l'action que nous menons avec la Fédération de Russie, notamment la visite du Secrétaire d'État Pompeo à Sotchi pour y rencontrer le Président Poutine en mai. Nous pensons qu'il est possible d'aller de l'avant, tant que nous maintenons une politique axée sur le processus politique, en faisant pression sur le régime et sur ses appuis, et, en fin de compte, tant que nous maintenons une politique axée sur l'instauration d'un cessez-le-feu s'étendant à tout le territoire en vue de parvenir à une solution de compromis qui mettra enfin un terme à cette terrible guerre qui, de l'utilisation d'armes chimiques aux millions de réfugiés qui déstabilisent des régions entières, en passant par la montée en puissance de divers groupes terroristes et par le massacre de civils, couvre le monde de honte.

**M. Polyanskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Geir Pedersen, de son exposé et des efforts dévoués qu'il déploie pour établir un

dialogue intersyrien. Nous avons également écouté avec beaucoup d'intérêt M<sup>me</sup> Sabah Al Hallak.

Comme l'Envoyé spécial Pedersen vient de nous en informer, le 30 octobre, le premier cycle de discussions intersyriennes dans le cadre de la Commission constitutionnelle pour la Syrie a eu lieu à Genève. La mise en place de la Commission et le lancement de ses travaux, auquel le processus d'Astana a largement contribué, constituent un succès incontestable du peuple syrien. Je voudrais rappeler au Conseil que l'idée même de mettre sur pied une commission constitutionnelle a été formulée pour la première fois en 2018 à Sotchi, au Congrès pour le dialogue national syrien, au sein duquel étaient représentés tous les secteurs de la société syrienne. Nous nous félicitons de la première phase de ce processus, qui doit façonner l'avenir du pays. Nous espérons que la prochaine série de ces pourparlers, qui débutera la semaine prochaine, se déroulera dans une atmosphère constructive. Nous souhaitons aux Syriens et à l'Envoyé spécial Pedersen plein succès à cet égard.

Nous convenons avec l'Envoyé spécial que nous ne sommes qu'au début d'un parcours qui sera long et difficile. C'est pourquoi nous estimons nécessaire d'aborder le dialogue intersyrien avec le plus grand soin. Toute tentative d'interférer avec ses travaux et d'imposer des décisions incompatibles avec les intérêts nationaux des Syriens est inacceptable. Il ne faut pas non plus imposer des délais artificiels ni exiger des concessions de la part d'une seule des parties. Nous pensons également qu'il importe de rappeler le principe fondamental des travaux de la Commission constitutionnelle énoncé dans la résolution 2254 (2015), à savoir la promotion d'un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens. Nous appelons tous nos collègues à s'en tenir à ce principe.

En tant que pays garants du processus d'Astana, la Russie, la Turquie et l'Iran sont prêts à aider les parties syriennes et l'Envoyé spécial Pedersen à trouver un règlement politique au conflit syrien. En outre, les pays garants agiront sur la base d'un ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne. La tournure positive que prennent aujourd'hui nos efforts en vue de trouver un règlement politique crée les conditions propices à l'adoption de mesures concrètes pour la fourniture d'une assistance humanitaire globale dans le cadre de la reconstruction de la Syrie après le conflit. Il est regrettable que, comme nous venons de l'entendre, nos collègues des États-Unis ne soient toujours pas

prêts à abandonner leurs stéréotypes et à se joindre à nos efforts.

La situation humanitaire et militaire la plus préoccupante est toujours celle qui règne dans les territoires échappant au contrôle du Gouvernement syrien, sur la rive orientale de l'Euphrate, dans la zone de désescalade d'Edleb et dans la zone autour de Tanf, qui est occupée par les États-Unis. Grâce à la signature du mémorandum d'accord entre la Fédération de Russie et la République de Turquie, le 22 octobre à Sotchi, la situation dans le nord-est de la Syrie a pu être maîtrisée. Les efforts entrepris ont permis d'éviter un affrontement armé à grande échelle et des dommages collatéraux parmi la population civile. Nous soulignons depuis longtemps que le règlement de la question des aspirations des Kurdes, qui font partie intégrante de la société syrienne multiethnique, ne sera pas possible sans que le Gouvernement syrien ne reprenne le contrôle de l'ensemble de son territoire national et de ses frontières. Nous sommes prêts à continuer d'aider les autorités syriennes et les Kurdes à engager un vaste dialogue sur les questions pertinentes. Dans le même temps, nous nous efforçons de redresser les torts causés à la communauté syrienne par les personnes qui ont tenté de tirer parti des différends arabo-kurdes dans la région de l'Euphrate. Malheureusement, ces tentatives se poursuivent à ce jour. Mais aujourd'hui, elles s'accompagnent de déclarations franches sur leurs véritables motivations, à savoir le désir de tirer profit de la production illicite et de la contrebande de pétrole syrien.

Nous tenons à souligner que la Commission constitutionnelle réunit des représentants du Gouvernement syrien, de la société civile et de l'opposition syrienne, y compris des pans de l'opposition qui contrôlent les groupes armés. Par conséquent, tous ceux qui s'intéressent réellement au processus qui façonnera l'avenir politique de la Syrie ont déjà rejoint ce processus pacifique. Pourtant, les bandits et les terroristes continuent de menacer le peuple syrien. Ainsi, la majeure partie d'Edleb est aux mains des militants de Hay'at Tahrir el-Cham – une organisation terroriste inscrite sur la liste du Conseil de sécurité. Ces militants terrorisent la population locale, utilisent les infrastructures civiles à des fins militaires et se dissimulent derrière les citoyens pacifiques qu'ils ne laissent pas sortir d'Edleb. Les terroristes de cette organisation bombardent régulièrement les zones peuplées voisines en utilisant des moyens de destruction modernes. Durant le seul mois d'octobre, 600 attaques de ce type auraient été recensées; et 28 de plus au cours



des dernières 24 heures. On parle d'exécutions, de détentions, et de la dispersion violente de manifestations organisées par certaines personnes désireuses de protester contre le régime des terroristes à Edleb. Le Secrétaire général adjoint Lowcock a parlé, durant une récente séance d'information au Conseil de sécurité (voir S/PV.8664), du siège du campement de Kafr Takharim. Qu'il me soit permis de le répéter : ceux qui négocient à Genève sont dans l'opposition, ceux qui combattent en Syrie sont des terroristes. C'est pourquoi nous mettons en garde contre toute tentative de présenter ces jihadistes comme des membres d'une quelconque opposition prétendument modérée ou comme des représentants des autorités locales.

Nous notons que certains de nos collègues continuent de se fonder sur des données non vérifiées ou extrêmement douteuses pour analyser des informations alléguant d'attaques contre des civils et des biens de caractère civil. Nous relayons les appels exhortant à respecter le droit international humanitaire. Avec nos partenaires syriens, nous faisons tout notre possible pour protéger les civils, que les terroristes utilisent comme des boucliers humains. Cependant, nous avons vu à maintes reprises que de nombreuses informations faisant état de telles attaques étaient, en réalité, fausses. Et malheureusement, les sources des dernières informations à avoir été rapportées se livrent régulièrement à ce genre de manipulation. Par conséquent, nous n'avons aucune confiance dans ces annonces, d'autant plus qu'aucune opération de grande envergure n'a eu lieu récemment à Edleb, et qu'aucune n'est en cours. Nous demandons à nos collègues d'être très prudents avant de relayer ces informations comme véridiques. Dans le cas contraire, ils deviennent des acteurs de cette guerre de l'information, en se rangeant, qui plus est, dans le camp des terroristes.

Avec l'aide du Centre pour la réconciliation des parties belligérantes sur le territoire de la République arabe syrienne, les efforts se poursuivent, aux côtés du Gouvernement syrien et de l'ONU, pour réinstaller le camp de Roukban. Nous espérons que le problème des réfugiés et des déplacés qui y sont toujours sera résolu dans un proche avenir. Nous tenons également à tirer une nouvelle fois la sonnette d'alarme sur la situation tragique dans le camp de Hol. Nous appelons toutes les parties intéressées par le bien-être humanitaire de la Syrie à contribuer à ces efforts et à fournir à tous les Syriens une assistance humanitaire sans discrimination, sans politisation et sans conditions préalables. Cela concerne non seulement les projets de reconstruction post-conflit,

mais également, et c'est tout aussi important, la levée des sanctions unilatérales, dans l'intérêt de normaliser la vie des Syriens.

**M. Singer Weisinger** (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions l'Ambassadeur Pedersen de son exposé, mais nous apprécions tout particulièrement la ténacité dont il fait preuve pour faire en sorte que le Gouvernement syrien, l'opposition et la société civile s'asseyent à la même table, en face à face et prêts au dialogue, dans le cadre de la Commission constitutionnelle. Nous souhaitons la bienvenue à M<sup>me</sup> Sabah Al Hallak et la remercions de nous avoir fait part de ses perspectives issues de sa vaste expérience en tant que militante au service de la société civile syrienne. Nous remercions la présidence de l'avoir invitée à notre séance de ce jour, car elle nous permet de prendre connaissance des points de vue et des aspirations de la société civile, des femmes en particulier, pour ce qui concerne la construction d'un nouvel avenir pour leur pays.

À l'issue du premier cycle de négociations, l'Ambassadeur Pedersen a déclaré que les pourparlers constitutionnels tenus à Genève avaient été fructueux, intensifs, substantiels et très professionnels. Il a également souligné que, à bien des égards, ils avaient été douloureux. C'est une bonne chose! Nous espérons que, avec la facilitation de l'ONU et en privilégiant le respect mutuel, le dévouement, l'engagement et la confiance, il sera possible de jeter des ponts et de progresser, même sur les fronts les plus difficiles. Nous exhortons donc tous les membres de la Commission constitutionnelle à mettre en avant leurs convictions et leurs intérêts communs et à poursuivre leurs délibérations avec enthousiasme. Les femmes en particulier ont un rôle déterminant et irremplaçable à jouer dans ces discussions, et il est donc impératif qu'elles représentent au moins 30 % des participants.

Au regard de la situation actuelle, ma délégation tient à souligner les points suivants. Il est indispensable d'instaurer la confiance dans un processus politique large, dans lequel la Commission constitutionnelle joue assurément un rôle clef; dès lors que son travail se déroule de manière efficace, elle donnera à la population syrienne la conviction que ses aspirations légitimes sont réalisables. Mais, à lui seul, le travail de la Commission ne suffira pas, et il ne pourra pas non plus contribuer à un processus large si les conditions ne sont pas réunies pour construire une vision nationale unifiée, à commencer par l'octroi d'un appui concret

et robuste aux secteurs qui y sont représentés. Pour ce faire, il est essentiel de progresser dans la mise en œuvre des mesures de confiance. Nous convenons sans réserve que la libération des femmes, des enfants, des personnes âgées ou handicapées et des malades actuellement détenus de manière arbitraire irait assurément dans ce sens. Ce serait également le cas si les familles se voyaient fournir des renseignements crédibles sur l'endroit où se trouvent leurs proches disparus.

Mais c'est peut-être aux Syriens eux-mêmes, dans le contexte de la Commission ou d'une autre plateforme, de définir les autres mesures que pourraient prendre le Gouvernement et l'opposition pour que les civils puissent percevoir des changements tangibles dans leur vie. Il faut donc reconstruire l'espoir. Nous pensons qu'il est plus important que jamais de parvenir à un cessez-le-feu national durable qui apportera paix et tranquillité à la population civile. Il convient de souligner l'importance d'offrir des garanties concrètes que toute action antiterroriste sera menée dans le strict respect du droit international humanitaire, qui établit que même les hostilités ont des limites. Ces limites sont claires : elles sont incarnées par la population et les infrastructures civiles. À cet égard, nous déplorons et condamnons les informations selon lesquelles des missiles tirés depuis la zone contrôlée par le Gouvernement syrien auraient fait 12 morts et 56 blessés, dont des enfants. Nombreux sont ceux qui diront qu'aucun processus politique ne pourra être couronné de succès tant que se déroule une tragédie humanitaire; que ce serait trop demander. Et c'est vrai, mais nous préconisons de faire en sorte que cette tragédie pousse tous les pans de la société syrienne, où qu'ils se trouvent, ainsi que tous ceux qui désirent la paix, à avancer inexorablement jusqu'à l'avènement du pays que les Syriens désirent et qu'ils méritent.

**M<sup>me</sup> Wronecka** (Pologne) (*parle en anglais*) : En premier lieu, je remercie l'Envoyé spécial, M. Geir Pedersen, de son exposé complet.

Qu'il me soit également permis de remercier M<sup>me</sup> Sabah Al Hallak de sa contribution.

Je voudrais tout d'abord me féliciter du lancement des travaux de la Commission constitutionnelle le 30 octobre. La Pologne a souligné à maintes reprises que toute solution durable au conflit passait par une transition politique véritable et négociée par les parties syriennes dans le cadre du processus de Genève mené sous l'égide de l'ONU. Ce processus a enfin démarré. Nous convenons avec l'Envoyé spécial que la future Constitution est exclusivement du ressort du peuple

syrien. Les travaux de la Commission constitutionnelle doivent permettre de mener un débat véritable et digne de ce nom sur l'avenir de la Syrie.

Toutes les parties au conflit doivent adopter des mesures de renforcement de la confiance. Dans ce contexte, je voudrais souligner l'importance qu'il y a à garantir le traitement humain des détenus, y compris les personnes enlevées ou portées disparues en Syrie, en mettant l'accent sur leurs droits inhérents au titre du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

La guerre en Syrie a infligé des souffrances indicibles à un pays autrefois pacifique. Des milliers de personnes sont toujours en détention arbitraire, et un grand nombre d'entre elles sont soumises à diverses formes de mauvais traitements, notamment la torture et le viol. Dans le même temps, des milliers de personnes sont toujours portées disparues, et leurs proches n'ont aucune information sur ce qu'il est advenu d'elles. Nous appelons à leur libération, en particulier les enfants, les femmes et les personnes âgées. Des progrès dans ce domaine permettraient de renforcer la confiance entre les parties et contribueraient grandement aux efforts visant à instaurer une paix durable en Syrie. C'est l'une des mesures les plus importantes – si ce n'est la plus importante – de renforcement de la confiance entre les parties au conflit.

Malheureusement, outre le volet politique, nous prenons également note de l'escalade du conflit à Edleb. Hier, nous avons appris que les tirs de missile qui, mercredi soir, ont pris pour cible les sites où sont hébergées les personnes qui ont fui le conflit dans le nord-ouest du pays avaient fait au moins 12 morts et une dizaine de blessés, dont des enfants. Les groupes les plus vulnérables, notamment les personnes âgées, les femmes et les enfants qui ont trouvé refuge dans les camps de déplacés, doivent bénéficier d'une protection spéciale.

Nous condamnons tout particulièrement les attaques perpétrées cette année dans toute la Syrie contre des installations médicales et leur personnel. Nous rappelons qu'il faut impérativement garantir un accès sûr et sans entrave à l'aide humanitaire, ainsi qu'une liberté totale de circulation aux civils qui fuient la violence.

Le droit international humanitaire est très clair à ce sujet. Il exige de toutes les parties au conflit de faire une nette distinction entre civils et combattants et de

mettre tout en œuvre pour épargner les civils, en tout temps, dans le cadre de leurs opérations militaires.

Enfin, je voudrais rappeler que nous appuyons pleinement le retour en toute sécurité des réfugiés syriens qui ont fui leur foyer. Nous estimons qu'une solution durable pour la Syrie doit créer les conditions de sécurité favorables à un retour durable, librement consenti et dans la dignité des Syriens dans leur pays d'origine, dans le respect du droit international et du principe de non-refoulement.

**M. Heusgen** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais moi aussi commencer par remercier M. Geir Pedersen de ses efforts inlassables, et le féliciter de ce qu'il a accompli. Dans sa déclaration, le représentant des États-Unis a déclaré que cela pourrait ouvrir la voie à un processus pacifique, mais qu'il ne s'agissait que d'un premier pas. Les déclarations du Président Al-Assad, qui essaie de se dissocier de la Commission constitutionnelle, sont préoccupantes. Bien entendu, cela ne doit pas se produire, et nous devons avoir la garantie que l'indépendance de la Commission constitutionnelle sera respectée et que ses membres seront en sécurité et ne seront pas victimes de chantage.

Nous avons ouvert la voie à un processus politique. Je voudrais également rappeler à mes collègues que, du point de vue de l'Allemagne, il faut qu'un véritable processus politique global et inclusif soit mené à bien et qu'une transition soit lancée avant que nous puissions commencer à réfléchir à l'aide à la reconstruction.

S'agissant d'un processus inclusif, je voudrais saluer ce que M<sup>me</sup> Al Hallak a dit au sujet des femmes. Nous nous félicitons vivement du fait que M. Pedersen a indiqué dans son exposé qu'il avait rencontré des membres du Comité consultatif des femmes syriennes. Toutefois, il faut que les femmes participent pleinement au processus politique et à tous les organes politiques. Je souscris pleinement à ce qu'il a dit au sujet de la future Constitution : l'objectif du processus politique est de veiller à que les droits des femmes soient consacrés par la Constitution. Les déclarations de M. Pedersen a dit concernant la violence fondée sur le genre, la discrimination, les disparitions forcées et le fait que des femmes soient aujourd'hui encore prises en otage sont terrifiantes.

Nous avons besoin d'un processus politique. Nous avons besoin d'un cessez-le-feu, comme nos collègues l'ont dit, et nous avons besoin de réconciliation dans le pays, comme nous en avons discuté au cours de cette

semaine au Conseil (voir S/PV.8668). Dans un premier temps, il est impératif que le régime syrien mette un terme aux arrestations arbitraires, à la torture, aux violences sexuelles, aux disparitions forcées et aux exécutions extrajudiciaires de détenus. Il doit informer les familles des dizaines de milliers de disparus du sort de leurs proches, permettre à l'ONU ou au Comité international de la Croix-Rouge d'accéder sans condition à tous les centres de détention placés sous son contrôle, garantir aux personnes en détention l'accès aux soins médicaux et libérer l'ensemble de prisonniers politiques et de personnes détenues arbitrairement.

S'agissant de la réconciliation, il y a un autre élément essentiel que j'ai mentionné à maintes reprises, à savoir le principe de responsabilité. Sans application du principe de responsabilité, il ne saurait y avoir de réconciliation. Je lance donc de nouveau un appel à nos collègues, notamment la Russie, pour qu'ils appuient pleinement le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, qui crée effectivement les conditions propices à la réconciliation et à un avenir meilleur en Syrie.

Ce matin, lorsque nous avons examiné la situation au Yémen, notre collègue russe a déclaré que le droit international humanitaire devait être respecté sans condition (voir S/PV.8672). Cet après-midi, j'ai écouté sa déclaration, et il n'a pas mentionné ce point. Quand j'entends et lis ce qui se passe et ce que les forces russes et syriennes font en Syrie, je comprends pourquoi il n'en a pas parlé. Nous avons appris qu'une soixante-cinquième attaque avait été perpétrée contre un centre médical à Qah, tuant 10 personnes – des civils et des membres du personnel médical. Rien ne saurait justifier des attaques aveugles contre des civils innocents et des infrastructures civiles. Comme cela a été dit précédemment, nous estimons nous aussi que la Commission d'enquête doit enquêter sur ces attaques et publier un rapport à ce sujet.

**M. Alotaibi** (Koweït) (*parle en arabe*) : Je voudrais remercier l'Envoyé spécial Pedersen de son exposé édifiant sur le processus politique en Syrie. Nous remercions également M<sup>me</sup> Al Hallak de son exposé.

Nous nous réunissons aujourd'hui alors que des progrès importants ont été réalisés récemment dans le cadre du processus politique syrien, à savoir la tenue de la première série de réunions de la Commission

constitutionnelle. Je manquerais à mon devoir si je ne saluais pas à nouveau les efforts déployés par M. Pedersen cette année, qui ont contribué à la conclusion de cet accord.

Nous avons suivi les travaux de la Commission, dont l'organe élargi, composé de 150 personnes, et l'organe restreint, composé de 45 membres, se sont réunis à Genève durant la première quinzaine du mois. Nous félicitons les parties syriennes pour ce pas important qu'elles ont franchi et pour leur participation aux travaux de la Commission constitutionnelle. Le lancement des travaux de la Commission représente une lueur d'espoir non seulement pour les Syriens, mais aussi pour la communauté internationale, après des années de souffrances infligées à ce pays arabe frère par le conflit. Étant donné que nous ne sommes qu'à quelques jours de la reprise des travaux de la Commission constitutionnelle à Genève, nous espérons que le dialogue prendra l'ascendant et que les parties tiendront des consultations constructives qui leur permettront de se mettre d'accord à propos de la Constitution syrienne.

Nous savons que ces délibérations ne seront pas faciles et que les parties ont des vues divergentes. Cependant, nous appelons les parties syriennes à avoir à tout moment pour souci principal les intérêts du peuple syrien frère et à lui permettre de réaliser ses aspirations légitimes sur la base d'un règlement politique convenu par toutes les composantes du peuple syrien – un règlement qui respecte l'unité, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie, conformément à la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe).

Nous soulignons que ce processus politique doit s'accompagner de mesures de confiance. Plus important encore, des progrès véritables et tangibles doivent être accomplis concernant les questions des personnes détenues et portées disparues, comme l'a mentionné M. Pedersen dans son exposé. Les organisations internationales doivent être autorisées à se rendre dans les centres de détention et les prisons. S'agissant de la question des réfugiés, nous réitérons que selon nous, le retour des réfugiés doit être volontaire et avoir lieu en toute sécurité et dans la dignité. Nous soulignons qu'une paix globale et durable ne sera possible que si la justice est garantie, si on lutte contre l'impunité et si les responsabilités sont établies pour tous les crimes commis en Syrie depuis le début du conflit en 2011. Nous réitérons notre appui au Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes

sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, ainsi qu'à la commission d'enquête créée par le Secrétaire général, qui a récemment commencé ses travaux.

Nous souhaitons revenir sur le communiqué de presse publié hier par l'UNICEF et les terribles statistiques qu'il contient en ce qui concerne le nombre d'enfants tués l'année dernière – plus de 1 100 enfants ont été tués. Ce document contient également des informations sur les installations civiles qui ont été prises pour cible. Dans ce contexte, nous exprimons une fois de plus notre préoccupation au sujet des événements survenus récemment dans le nord-ouest de la Syrie, en particulier à Edleb, où une escalade militaire a fait des victimes civiles. La dernière attaque a visé un camp de personnes déplacées à Edleb, faisant également des victimes civiles. Nous condamnons une fois de plus la prise pour cible de civils innocents, quelle que soit la partie responsable. Nous condamnons également toutes les attaques commises contre des zones civiles peuplées par des groupes terroristes désignés en tant qu'organisations terroristes par le Conseil de sécurité. Dans le même temps, nous rappelons que les opérations de lutte antiterroriste n'absolvent aucune partie de ses obligations au regard du droit international, qui englobent le respect des principes de distinction, de proportionnalité et de précaution, et la protection des civils et des installations civiles.

Nous rappelons que l'ONU a prévenu que toute opération militaire à grande échelle menée à Edleb pourrait provoquer la pire crise humanitaire du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous craignons que cette opération militaire compromette le processus politique et la réunion de la Commission constitutionnelle, et nous réitérons notre appel à un cessez-le-feu dans toute la Syrie, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2401 (2018). Nous condamnons les attaques répétées d'Israël contre la souveraineté et les territoires de la Syrie, qui violent la Charte des Nations Unies, le droit international et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 350 (1974), concernant le dégagement des forces israéliennes et syriennes.

Pour terminer, nous soulignons une fois de plus qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit en Syrie. La solution repose sur un règlement politique, conformément à la résolution 2254 (2015), qui définit



une feuille de route pour la mise en place d'un processus politique de transition en plusieurs étapes, notamment l'élaboration d'une constitution et la tenue d'élections libres et régulières, conformément à cette constitution, sous la supervision de l'ONU. Tous les Syriens, y compris ceux de l'étranger, doivent participer à ce processus.

**M. Ipo** (Côte d'Ivoire) : Ma délégation remercie à son tour M. Geir Pedersen, Envoyé spécial du Secrétaire général, pour la qualité de son exposé sur les dernières évolutions du processus politique en Syrie. Nous remercions également M<sup>me</sup> Sabah Al Hallak, membre de la société civile syrienne, pour sa présentation circonstanciée.

La Côte d'Ivoire salue les efforts de médiation et de bons offices de l'Envoyé spécial ayant permis le lancement le 30 octobre à Genève des travaux de la Commission constitutionnelle, qui se sont déroulés dans un esprit constructif. Elle se félicite également de la volonté des deux Coprésidents de la Commission constitutionnelle de se réunir à nouveau à Genève le 25 novembre.

En dépit de ces notes positives, ma délégation est d'avis que la mise en place de la Commission constitutionnelle n'est qu'une étape du processus politique de règlement d'un conflit qui dure depuis plus de huit ans. C'est pourquoi la Côte d'Ivoire appelle la communauté internationale, au premier chef le Conseil, à un soutien résolu à l'ensemble des acteurs pour la poursuite des négociations de paix sous l'égide des Nations Unies.

Mon pays rappelle également la nécessité d'une cessation complète des hostilités à l'effet de créer un environnement favorable au bon déroulement des pourparlers. Il salue à cet égard les accords signés par la Turquie avec les États-Unis et la Fédération de Russie, respectivement les 17 et 22 octobre, relatifs à l'arrêt de l'offensive contre les forces kurdes dans le nord-est de la Syrie. Ces accords, qui s'ajoutent à la trêve unilatérale décrétée le 31 août par la Fédération de Russie et les forces gouvernementales dans la province d'Idlib, visent à instaurer un climat de confiance, condition nécessaire à des négociations fructueuses entre les parties syriennes.

Dans ce contexte, ma délégation reste préoccupée par la persistance de foyers de tensions dans le nord-est de la Syrie. Elle s'inquiète également de l'escalade militaire entre Tel-Aviv et Damas, qui risque d'aggraver les tensions régionales ainsi que la situation sécuritaire et humanitaire déjà préoccupante en Syrie. Mon pays

exhorte donc les deux États à privilégier la voie du dialogue dans la recherche de solutions à leurs différends.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire souhaite que les travaux de la Commission constitutionnelle aboutissent aux résultats escomptés pour la paix et la stabilité durables en Syrie. Dans cette perspective, elle appelle le Conseil à soutenir les efforts de l'Envoyé spécial du Secrétaire général en vue d'un règlement politique du conflit syrien, conformément aux dispositions pertinentes de la résolution 2254 (2015).

**M<sup>me</sup> Goolab** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier M. Geir Pedersen de son exposé sur la situation en Syrie. Je saisis également cette occasion pour remercier l'Envoyé spécial et les équipes qui lui apportent leur concours dans l'accomplissement de ses responsabilités pour leur dévouement et leur courage. Nous saluons les efforts que déploie l'Envoyé spécial pour créer un environnement propice au lancement d'un processus dirigé par les Syriens et facilité par l'ONU pour mettre en place une gouvernance crédible, inclusive et non sectaire et engage un processus pour l'élaboration d'une nouvelle constitution et la tenue d'organisation d'élections libres et régulières. Je remercie également M<sup>me</sup> Sabah Al Hallak de son exposé très instructif.

Je vais axer mes observations sur les trois questions suivantes : la situation en matière de sécurité, les processus politique et constitutionnel, et la situation humanitaire.

S'agissant de la première question, l'Afrique du Sud est profondément préoccupée par les récentes informations faisant état de bombardements et de tirs de missiles à Idlib, qui ont fait des victimes et des blessés parmi la population civile, y compris des enfants. Nous demandons instamment à toutes les parties de se conformer à leurs obligations en vertu du droit international, en particulier en ce qui concerne la protection des civils et des infrastructures civiles. Cependant, nous espérons également que les forces du Gouvernement syrien établissant un contrôle croissant sur leur territoire, la menace de l'État islamique d'Irak et du Cham et d'autres groupes armés sera complètement détruite. Nous notons également que si les activités de lutte antiterroriste sont essentielles pour atteindre cet objectif, elles doivent être menées dans le plein respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

S'agissant de la deuxième question, à savoir les processus politique et constitutionnel, l'Afrique du Sud accueille avec satisfaction le lancement de la Commission constitutionnelle syrienne et la tenue sa première réunion à la fin d'octobre. Les informations montrent que des progrès tangibles ont été accomplis par l'organe élargi et l'organe restreint. Nous exhortons tous les membres de la Commission constitutionnelle à s'acquitter fidèlement de leurs responsabilités conformément au code de conduite adopté durant leurs délibérations. Nous espérons recevoir des mises à jour régulières sur la progression de leurs travaux.

Si les travaux de la Commission constitutionnelle avancent réellement, les autres aspects de la mise en œuvre de la résolution 2254 (2015) doivent également se poursuivre, notamment la participation active de toutes les parties au processus politique continu facilité par l'Envoyé spécial. En complément de la Commission constitutionnelle, les parties devraient envisager de renforcer ces progrès par des mesures de confiance, notamment la libération des détenus civils, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées et les malades.

Ma délégation réaffirme que la seule solution durable à la question syrienne demeure la recherche d'une solution politique par le biais d'un dialogue inclusif mené par la Syrie et visant à réaliser une transition politique qui reflète la volonté du peuple syrien, avec une protection garantie pour tous les groupes de la société syrienne. À cet égard, nous nous félicitons de la représentation des femmes et des divers groupes religieux dans les pourparlers de paix, et nous réaffirmons que la résolution 2254 (2015) demeure la feuille de route pour le processus politique en Syrie.

Sur le troisième point – la situation humanitaire et le renouvellement prochain du mandat d'aide humanitaire transfrontières – j'aimerais rappeler que l'Afrique du Sud continuera de travailler avec toutes les parties intéressées pour parvenir à un consensus sur la question. L'Afrique du Sud reste déterminée à appuyer la protection des intérêts fondamentaux du peuple syrien, le maintien de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient, et la défense des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et des règles fondamentales régissant les relations internationales, notamment le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de la Syrie. Nous appelons toutes les parties en Syrie, y compris les secteurs politique et de la société civile, ainsi que l'ensemble du peuple syrien, à

s'unir afin de construire ensemble un avenir pacifique, stable et prospère.

**M. Wu Haitao** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen de son exposé. J'ai également écouté avec attention les observations de M<sup>me</sup> Al Hallak.

Le consensus de la communauté internationale est qu'une solution politique est le seul moyen de parvenir à un règlement de la question syrienne. Le processus politique syrien a connu des développements majeurs au cours du mois dernier, notamment la tenue réussie de la première réunion de l'important organe qu'est la Commission constitutionnelle et d'un petit groupe de 45 membres. L'organe restreint se réunira très bientôt à Genève pour les deuxième et troisième séries de pourparlers. La Chine se félicite de cette évolution et salue les bons offices et le travail assidu de l'Envoyé spécial Pedersen, ainsi que la participation constructive de toutes les parties syriennes.

La création de la Commission constitutionnelle est un bon point de départ pour le processus politique syrien. Nous appuyons l'action menée par M. Pedersen, sur la base des progrès déjà réalisés, pour continuer de promouvoir le processus politique conformément au principe d'un processus dirigé et contrôlé par les Syriens et à la résolution 2254 (2015). À cet égard, il convient d'écouter attentivement les appels légitimes du Gouvernement syrien, de préserver l'indépendance des travaux de la Commission constitutionnelle, et de respecter pleinement la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale du pays. La Syrie ne doit pas être divisée ou déchirée. Nous espérons que les parties syriennes mettront à profit les discussions au sein de la Commission constitutionnelle pour renforcer la compréhension mutuelle et instaurer progressivement une confiance réciproque. Les membres de la Commission constitutionnelle doivent donner la priorité aux intérêts du pays et de sa population, et parvenir à un consensus dès que possible. À cet égard, la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, doit offrir son appui et faire plus pour aider les parties syriennes à aplanir leurs divergences et trouver un consensus.

Le terrorisme généralisé représente une menace potentielle majeure pour une solution politique à la question syrienne, car il pourrait porter gravement atteinte au processus politique et à l'avenir du pays. Ce fléau mérite l'attention de toutes les parties et il faut y remédier. La situation dans le nord-est de la Syrie demeure précaire. Les parties concernées

doivent s'abstenir de toute action susceptible de compromettre les progrès réalisés à ce jour dans la lutte contre le terrorisme. La priorité actuelle est de traiter conjointement les risques posés par les mouvements de terroristes et de se prémunir contre le retour de l'État islamique d'Iraq et du Levant. Le Secrétariat doit suivre de près l'état de la lutte contre le terrorisme en Syrie, ainsi que les mouvements de terroristes, et examiner attentivement la possibilité de traduire ces terroristes en justice en proposant des recommandations à cette fin. Edleb est devenue un terreau fertile pour le terrorisme, ce qui constitue une menace pour des millions de civils. Il s'agit d'un défi commun pour la paix et la sécurité en Syrie, au Moyen-Orient et dans le monde. La communauté internationale, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et au droit international, doit continuer d'harmoniser les normes de la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes, et mener des efforts conjoints pour traiter la question des combattants terroristes étrangers.

Tout en encourageant le processus politique en Syrie, il convient également de faire des efforts pour améliorer la situation économique et humanitaire du pays. La communauté internationale, y compris l'ONU, doit adopter une perspective globale, objective et équilibrée lorsqu'elle examine la crise humanitaire syrienne et qu'elle y fait face. La Syrie est actuellement confrontée à des sanctions économiques, des pénuries de pétrole, des infrastructures endommagées et un manque de fonds destinés à la reconstruction, ainsi qu'à d'autres difficultés qui exacerbent la crise humanitaire et ont des répercussions considérables sur l'accès à l'alimentation, aux vêtements, aux logements et au transport pour la population. La présence de nombreux réfugiés syriens pèse sur la situation socioéconomique des pays voisins et constitue un facteur de déstabilisation pour la région. La fourniture de matériel humanitaire à la Syrie ne doit être soumise à aucune condition politique préalable. Tous les acteurs de l'aide humanitaire sur le terrain en Syrie doivent renforcer leur communication et leur coordination avec le Gouvernement syrien.

La Chine tient à réaffirmer son appui au processus politique en Syrie et est prête à jouer un rôle constructif dans le retour rapide de la paix, de la stabilité et du développement dans ce pays.

**M. Syihab** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Nous tenons à remercier l'Envoyé spécial, Geir Pedersen, de son exposé. Nous remercions également M<sup>me</sup> Al Hallak,

de la Syrian Women's League, d'avoir partagé son expérience et ses informations avec le Conseil de sécurité.

L'Indonésie se félicite du lancement de la Commission constitutionnelle et des discussions qui ont suivi entre les membres de la Commission à Genève il y a quelques semaines. Nous partageons l'opinion d'autres intervenants selon laquelle la Commission constitutionnelle ne constitue pas en soi une solution au conflit. Toutefois, nous pensons également que les discussions en cours à Genève sont cruciales en tant que point d'entrée vers un processus politique plus large, dirigé et contrôlé par les Syriens, facilité par l'ONU et fondé sur la résolution 2254 (2015).

Ma délégation est extrêmement préoccupée par l'escalade de la violence dans le nord-ouest du pays, y compris l'attaque récente qui a touché un camp de personnes déplacées à Edleb, comme l'a déjà signalé l'Envoyé spécial Pedersen. Les habitants de ce camp, y compris des femmes et des enfants, sont en quête de sécurité; mais aujourd'hui, même leurs abris sont détruits. Ils ont perdu leurs maisons et leurs abris. Nous voudrions donc réitérer notre appel en faveur d'une cessation complète de la violence en Syrie.

En ce qui concerne l'ensemble du processus politique en Syrie, ma délégation souhaite souligner trois points.

Premièrement, il est indispensable de créer un environnement propice à la poursuite du processus de la Commission constitutionnelle. Toutes les parties doivent aider la Commission à se concentrer sur ses travaux, sans pression supplémentaire inutile de la part d'acteurs extérieurs. La communauté internationale doit permettre aux membres de la Commission de se concentrer sur le fond et laisser les Syriens décider de leur propre avenir. Nous espérons que les membres pourront discuter de leurs visions de manière constructive lors de la prochaine série de discussions de la Commission qui débutera lundi prochain.

Deuxièmement, ma délégation se félicite du rôle joué par l'Envoyé spécial pour rapprocher les parties, ce qui n'est pas une tâche facile. Nous appuyons fermement les efforts énergiques déployés par l'Envoyé spécial Pedersen pour instaurer la confiance entre les parties concernées. La confiance doit être dûment renforcée afin de donner lieu à un véritable dialogue. Nous estimons qu'il est essentiel que le Conseil réaffirme son appui constant à ce processus et qu'il signale avec force

à toutes les parties qu'il appuie pleinement les travaux de l'Envoyé spécial.

Troisièmement, pour parvenir à un règlement politique durable de la crise, il est absolument essentiel que toutes les parties soutiennent la voie initiale vers la paix en Syrie, notamment en respectant pleinement les accords de cessez-le-feu. Le processus politique et un cessez-le-feu doivent progresser rapidement, et la désescalade doit être une priorité absolue dans l'intérêt du bien-être de millions de Syriens.

Avant de conclure, comme l'a clairement indiqué l'Envoyé spécial Pedersen, la réunion de la Commission constitutionnelle a potentiellement été un moment historique. Il est de notre obligation morale collective de continuer à aider toutes les parties à transformer ce potentiel en quelque chose de réel, c'est-à-dire le début d'un avenir meilleur pour tous les Syriens.

Ma délégation souhaite rappeler qu'il importe que toutes les parties évitent de poser des actes provocateurs ou de faire des déclarations qui pourraient perturber le processus en cours à Genève.

**M. Esono Mbengono** (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : C'est toujours un plaisir pour la Guinée équatoriale d'entendre l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Geir Pedersen, et, surtout, une grande satisfaction d'entendre les progrès importants réalisés dans le processus politique en Syrie. Nous tenons à le remercier à nouveau pour son engagement admirable et remercions également M<sup>me</sup> Sabah Al Hallak de son exposé.

Après s'être félicité de la formation de la Commission constitutionnelle au cours de la précédente séance d'information (voir S/PV.8645), le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale se félicite maintenant de la tenue de la première réunion de la Commission à Genève le 30 octobre et de l'approbation de la composition de l'organe de rédaction de la future constitution syrienne. Il s'agit d'un moment particulièrement important et porteur d'espoir, puisqu'il constitue le premier accord entre les parties syriennes depuis l'adoption de la résolution 2254 (2015). Nous pensons qu'il est désormais essentiel que la Commission engage des discussions sérieuses et sur le fond afin d'obtenir des résultats positifs et tangibles qui servent les intérêts et les aspirations de l'ensemble du peuple syrien.

Nous nous félicitons de la forte représentativité au sein de la Commission d'un large segment de la société civile, de différents groupes ethniques et religieux et de

différents mouvements politiques, et nous rappelons que ses travaux doivent être entrepris dans le respect de la Charte des Nations Unies, des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de principes incontestables tels que l'unité, l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie.

En outre, nous partageons le point de vue selon lequel la Commission constitutionnelle doit être régie dans ses travaux par la recherche du consensus et d'une interaction constructive, sans ingérence extérieure et sans délai imposé de l'extérieur, afin de parvenir à un accord général entre ses membres, ce qui permettrait de recueillir l'appui le plus large possible du peuple syrien à son travail. Toutefois, nous devons être conscients qu'il ne s'agit là que d'un premier pas vers une solution politique et pacifique à la crise, car après cette première étape, nous aurons encore mille lieues à parcourir, car la Commission ne constitue pas le couronnement de tous les efforts visant à trouver une solution durable au conflit.

Nous estimons également que les tentatives visant à présenter le règlement du conflit comme quelque chose qui dépend uniquement des travaux de la Commission constitutionnelle font fausse route. La guerre prendra fin lorsque nous aurons mis un terme aux hostilités dans tout le pays et au terrorisme. La lutte contre le terrorisme en Syrie est une condition indispensable pour progresser dans la recherche d'une solution politique. Les Syriens comme tout le monde, ont le droit de vivre dans leur pays à l'abri des terroristes. La Guinée équatoriale ne pense pas qu'il sera possible au processus politique d'avancer si les armes à feu continuent d'être utilisées, si des centaines de vies innocentes sont détruites toujours et encore et si des déplacements massifs de population ont lieu.

Je répète qu'il n'y a pas de solution militaire à la guerre ni d'autre solution qu'une solution politique et que l'amélioration des relations entre les parties syriennes concernant la libération des prisonniers et l'aide humanitaire est dans l'intérêt du processus politique. Tout processus en Syrie, quelle qu'en soit la nature, doit respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté du pays et associer les Syriens eux-mêmes en tant qu'acteurs et protagonistes principaux, car c'est l'avenir de leur pays qui est en jeu. Aucune solution ne doit être imposée.

**M. de Rivière** (France) : Je remercie M. Pedersen pour sa présence parmi nous à la veille de la seconde



session de la Commission constitutionnelle, ainsi que M<sup>me</sup> Al Hallak pour son intervention.

Il est urgent de faire taire les armes partout en Syrie afin de créer les conditions propices à un règlement politique. Nous devons empêcher à tout prix une reprise des hostilités dans le nord-est. Cela serait catastrophique sur le plan humanitaire et ne profiterait qu'à Daech au détriment de notre sécurité à tous. Notre priorité est donc de rester unis dans la lutte contre Daech et de préserver les progrès majeurs obtenus par la Coalition. Cette organisation terroriste représente toujours une menace majeure. Elle conserve des capacités d'actions considérables, comme nous le voyons avec la recrudescence des attaques asymétriques sur le terrain. La France se félicite que les membres de la Coalition internationale aient réaffirmé leur détermination à poursuivre leur engagement en Syrie comme en Iraq, y compris en maintenant une présence militaire dans le nord-est. La France continuera d'assumer toutes ses responsabilités contre Daech.

La forte détérioration de la situation dans le nord-ouest depuis fin octobre constitue une autre source de préoccupation. La France condamne la poursuite de frappes aveugles par le régime et par ses alliés à Edleb, en violation du droit international humanitaire. Je pense notamment à la frappe du 20 novembre contre un camp de déplacés à proximité de la frontière turque; je pense aussi aux frappes contre des infrastructures médicales, dont certaines financées par l'Union européenne et par la France.

La lutte contre le terrorisme demeure une priorité pour mon pays, mais elle ne saurait se faire au détriment du respect du droit international humanitaire. La protection des civils, y compris des personnels humanitaires et médicaux, ainsi que des infrastructures civiles est une obligation qui s'impose à tous. Nous condamnons par ailleurs la répression par le groupe Hay'at Tahrir el-Cham de manifestations pacifiques de civils. Dans ce contexte, il est nécessaire de réaffirmer la pleine et entière restauration du cessez-le-feu sur Edleb afin de pouvoir unir nos forces contre tous les groupes terroristes listés.

Je tiens à réaffirmer le soutien de la France aux efforts de l'Envoyé spécial en vue d'un règlement politique conforme à la résolution 2254 (2015). Je le félicite pour la première réunion de la Commission constitutionnelle qui a constitué une étape positive. Nous espérons que la deuxième réunion du comité de rédaction, ce lundi à Genève, permettra des avancées en vue de doter la Syrie

d'une nouvelle constitution. Pour avancer sur cette voie, il est important que tous les membres de la Commission, en particulier la délégation du régime, s'engagent de bonne foi dans les discussions, sans procrastiner de manière artificielle. Nous resterons vigilants à l'égard de toute manœuvre visant à entraver les discussions et demanderons à l'Envoyé spécial d'en rendre compte au Conseil en toute transparence.

La Commission constitutionnelle n'est pas une fin en soi et ne représente qu'une première étape. Il est nécessaire d'avancer en parallèle sur la mise en œuvre de l'ensemble des éléments de la résolution 2254 (2015) comme l'ont réaffirmé les ministres du groupe restreint le 14 novembre à Washington. Cela implique de travailler à des mesures de confiance, notamment sur les détenus. Cela implique également de créer un environnement sûr et neutre, indispensable pour la tenue d'élections crédibles sous la supervision des Nations Unies auxquelles devront participer tous les Syriens, y compris les réfugiés et les déplacés.

Sans avancée en ce sens, les positions de la France et de l'Union européenne sur la reconstruction et sur les sanctions resteront inchangées. Cela n'empêche nullement ceux qui pensent que les conditions de la reconstruction sont déjà remplies et qui s'impatiente de commencer sans attendre – et massivement – à financer cette reconstruction et à reconstruire ce qu'ils ont eux-mêmes largement contribué à détruire. Il est également illusoire d'envisager le retour digne, sûr et volontaire des réfugiés sans un accord global, comprenant de réelles garanties politiques et de sécurité, y compris en garantissant un accès plein et entier de l'ONU pour observer et accompagner les retours sur le terrain.

Je souhaiterais conclure en réitérant mon appel à tous les acteurs qui ont de l'influence sur le régime pour qu'ils fassent pression sur ce dernier afin qu'ils s'engagent réellement dans le processus politique. Chacun doit prendre sa part pour avancer vers la paix.

**M. Pecsteen de Buystwerve** (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier l'Envoyé spécial Geir Pedersen pour son exposé, mais aussi pour son travail et son engagement en faveur d'une solution politique en Syrie. Je voudrais aussi remercier M<sup>me</sup> Sabah Al Hallak pour son témoignage.

Tout d'abord, sur la Commission constitutionnelle, nous partageons l'analyse favorable de cette première réunion faite par l'Envoyé spécial. Les travaux de la Commission peuvent et doivent constituer un premier

pas dans le processus politique, un premier pas vers la réalisation des aspirations légitimes de tout le peuple syrien, tant à l'intérieur du pays qu'au sein de la diaspora. Pour cela, les représentants de la Commission doivent pouvoir accomplir leurs travaux dans un environnement favorable. Nous appelons à ce que toutes les parties honorent leurs engagements en permettant à leurs représentants de s'acquitter de leur rôle et de saisir cette occasion historique que représente la Commission constitutionnelle. La Belgique continue à soutenir une solution politique inclusive, conformément à la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe).

Deuxièmement, en ce qui concerne la situation sur le terrain, malheureusement la réalité est que dans le nord-est ainsi que dans le nord-ouest, la violence se poursuit. Nous sommes particulièrement préoccupés par les dernières informations faisant état d'attaques, notamment contre un camp de personnes déplacées à Qah, le 20 novembre, comme cela a été mentionné. Cette violence est inacceptable et doit cesser immédiatement. Nous appelons toutes les parties à instaurer un cessez-le-feu à l'échelle nationale, comme le prévoit la résolution 2254 (2015). Le Gouvernement syrien a une obligation particulière d'assurer dans le pays un environnement sûr, stable et calme dans lequel le cadre duquel les pourparlers à Genève pourront se dérouler. Cela inclut aussi la protection des droits et l'absence de poursuites, de répression et d'enrôlement forcé dans les forces armées.

Troisièmement, l'Envoyé spécial nous rappelle chaque mois l'importance de la mise en place de mesures de confiance. Des milliers de Syriens continuent d'être arrêtés et détenus arbitrairement. Nous appelons la Syrie à prendre en compte l'importance cruciale de ce dossier comme signe de bon foi envers sa population.

Enfin, j'aimerais rappeler que le Conseil se penchera prochainement sur le renouvellement de la résolution 2165 (2014) sur l'aide humanitaire transfrontalière. L'importance de cette résolution est incontestée. Le renouvellement du mécanisme relève de la responsabilité collective du Conseil et répond aux besoins les plus élémentaires pour 4 millions de personnes.

**M. Ugarelli** (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous vous remercions, Madame la Présidente, d'avoir organisé la présente séance d'information, ainsi que l'Envoyé spécial Geir Pedersen de son exposé complet et riche en informations. Nous saluons le travail intense

qu'il accomplit en vue de rapprocher les parties et réaffirmons notre attachement au succès de ses efforts. Nos remerciements vont également à M<sup>me</sup> Sabah Al Hallak pour les informations qu'elle nous a fournies cet après-midi.

Le Pérou suit de près les travaux de la Commission constitutionnelle à Genève et se félicite de l'esprit constructif et de la volonté de compromis dont font montre ses membres. Nous espérons que cela aidera à trouver les points de convergence nécessaires pour progresser vers un processus de réconciliation nationale. Nous formons le vœu que les réunions de la Commission continuent de se dérouler dans la transparence, tout comme les divers sujets qui y seront abordés. Cela permettra à la communauté internationale et au Conseil en particulier de suivre et d'accompagner l'application des accords conclus et de renforcer la confiance de toutes les parties dans le processus de paix.

Nous considérons que nous nous trouvons à un moment charnière où il est essentiel d'agir rapidement sur le front politique et de prendre des engagements concrets conformément à la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe). La grave situation humanitaire et la menace latente du terrorisme en Syrie l'exigent. Nous soulignons qu'outre ces efforts, il est important que les parties continuent d'œuvrer à l'élaboration de mesures qui favorisent un meilleur climat de compréhension, notamment la libération des détenus, l'identification des personnes portées disparues et la remise des dépouilles mortelles. Nous soulignons que des progrès dans ce domaine représenteraient non seulement un geste d'humanité incontournable, qui a pour avantage de panser les plaies ouvertes et d'apaiser les tensions, mais constitueraient également un moyen idéal de faire avancer le processus de dialogue politique, de responsabilité et de réconciliation syrienne.

Comme l'Organisation l'a souligné, il est crucial que le Gouvernement syrien et l'opposition s'attachent à trouver des solutions plus globales qui dépassent le cadre actuel de l'échange individuel et réciproque de prisonniers en faveur d'autres options impliquant la libération simultanée de groupes de tailles diverses. Un autre défi majeur à relever concerne la grave situation dans laquelle se trouvent les millions de réfugiés et de personnes déplacées. Cela exige non seulement la mise à disposition de ressources financières, mais surtout la volonté politique de garantir leur retour dans la sécurité et la dignité selon des paramètres internationalement acceptés. Pour ce faire, nous soulignons la nécessité

d'éviter tout escalade du conflit qui compromettrait les perspectives de parvenir à une solution politique. Un cessez-le-feu effectif à Edleb et alentour est d'une importance fondamentale dans ces circonstances.

Je conclurai en réaffirmant qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit en Syrie et que ma délégation continuera à travailler pour mettre fin aux souffrances du peuple syrien et pour bâtir une paix pérenne dans ce pays.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

**M. Polyanskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : J'ai demandé la parole pour réagir à ce qu'a dit notre collègue allemand. Il semble qu'il n'ait pas écouté très attentivement ma déclaration, parce que j'ai bien mentionné, par exemple, le droit international humanitaire. Qui plus est, il n'a pas non plus prêté attention au sujet de la présente séance, car ce qui nous occupe aujourd'hui, c'est le règlement politique de la situation en Syrie et non la situation humanitaire dans ce pays, qui est un sujet distinct. Si ce sujet avait été inscrit à notre ordre du jour aujourd'hui, j'aurais, bien évidemment, accordé une plus grande attention à la situation humanitaire, sur laquelle il semble vouloir se concentrer, d'après ce que j'ai compris. Je lui recommande néanmoins de prendre connaissance des bulletins régulièrement publiés par le Ministère de la défense de la Fédération de Russie. Il verrait alors que nous fournissons une aide humanitaire et en garantissons l'acheminement aux personnes dans le besoin. Et je peux lui assurer que nous en faisons beaucoup à cette fin.

De surcroît, je conclus que, malgré mes avertissements sur la nécessité de faire preuve de prudence en ce qui concerne les sources d'informations sur les événements en Syrie, notre collègue, le représentant de l'Allemagne, semble s'être engagé avec détermination comme volontaire dans l'armée de ceux qui diffusent des informations non vérifiées sur les activités de la Russie et du Gouvernement légitime de la Syrie, tout en se gardant de se dédire lorsque lesdites informations ont été réfutées. Et il ne semble pas avoir l'intention de se démobiliser. C'est bien sûr son choix, et manifestement un choix délibéré, mais je lui demande de garder à l'esprit que chaque déclaration irresponsable de ce type ne fait que perpétuer les souffrances des habitants d'Edleb et d'autres régions et constitue une nouvelle occasion manquée de garantir un procès équitable à ceux qui se sont opposés à la paix en Syrie

et qui ont ainsi transformé le quotidien des Syriens ordinaires en un véritable enfer. Par son discours, il contribue à les légitimer et à les protéger des sanctions qu'ils méritent, et auxquelles il ne cesse d'appeler en théorie – je répète, en théorie.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Le représentant de l'Allemagne a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

**M. Heusgen** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais dire très brièvement qu'à mon sens, le droit international des droits de l'homme et l'assistance humanitaire sont des questions très politiques qui relèvent du débat sur la situation politique, car on ne peut pas les dissocier. Deuxièmement, je laisse aux autres membres et au public le soin de dire qui de la Russie ou de l'Allemagne est en train de prolonger les souffrances de la population.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante du Royaume-Uni.

J'allais commencer exactement avec ce que l'Ambassadeur allemand vient de dire, mais je reviendrai là-dessus, si je puis, car il me semble qu'il y a beaucoup de confusion s'agissant de ce que le droit international humanitaire signifie réellement.

Je voudrais commencer par remercier l'Envoyé spécial et M<sup>me</sup> Sabah Al Hallak de leurs exposés. Comme d'autres l'ont dit, ce qu'ils ont accompli en ce qui concerne la Commission constitutionnelle est fort louable. Cela a créé un climat très favorable et pourrait constituer un grand pas en avant vers la stabilité en Syrie. Bien entendu, nous savons tous que des efforts considérables s'imposent à présent, mais nous voudrions profiter du débat d'aujourd'hui pour exhorter les parties à saisir cette occasion et à tirer pleinement parti du concours que lui et son équipe sont disposés à fournir.

En outre, nous voudrions remercier sincèrement M<sup>me</sup> Al Hallak de s'être jointe à nous aujourd'hui et de nous avoir rappelé que le processus politique va bien au-delà de la Constitution. Il est essentiel que des progrès soient accomplis simultanément en ce qui concerne tous les éléments de la résolution 2254 (2015). D'autres ont parlé de la libération des détenus, du retour des réfugiés et des préparatifs d'élections libres et transparentes ouvertes à tous les Syriens, y compris ceux de la diaspora.

Je voudrais saisir cette occasion pour joindre la voix du Royaume-Uni à celle des États-Unis, de la

France et de l'Allemagne et dire qu'il n'y aura pas d'aide à la reconstruction pour la Syrie sans un processus politique crédible, et cela va au-delà de la Constitution.

Nous nous félicitons des vues exprimées par Al Hallak sur la situation des femmes. Ce n'est pas seulement une question de pourcentages ou du nombre de femmes qui participent officiellement; il s'agit de la façon dont leurs vues et celles de la société civile sont prises en compte dans le cadre du processus politique. Néanmoins, nous saluons les efforts inlassables qu'elle et d'autres femmes déploient pour surmonter les obstacles qui se posent et se faire entendre. J'étais à Genève en 2012 et j'ai pu voir les efforts que les femmes syriennes ont déployés pour être représentées à la table de négociations, et par conséquent, je me réjouis d'apprendre que l'Envoyé spécial, elle, et ses collègues y sont parvenus. Au cas où il y aurait des informations faisant état d'une quelconque intimidation de la Commission constitutionnelle, nous espérons que l'ONU prendra d'urgence les mesures qui s'imposent.

Pour en venir à la situation sur le terrain, comme je l'ai dit, l'Ambassadeur de l'Allemagne a soulevé nombre de points dont je voulais parler. Mais je déplore la confusion qui a été faite entre le droit international et les questions humanitaires. Le droit international humanitaire ne se limite pas à l'aide humanitaire. Il touche aussi à d'autres aspects, comme les attaques contre les civils, le bombardement des hôpitaux et l'utilisation d'armes de destruction massive contre des civils, ainsi qu'à la protection des civils sur le terrain.

Je pense que vu sous cet angle, ce n'est pas le bilan de l'Occident en la matière qui laisse à désirer, mais bien celui de la République arabe syrienne et de son allié, la Fédération de Russie. Je voudrais dire une fois encore dans cette salle qu'il faut que cessent les attaques contre l'Occident et les allégations seront lesquelles nous abriterions des terroristes ou serions de leur côté. Nous faisons tout ce qui est notre pouvoir pour aider l'ONU à rétablir la paix en Syrie. Nous finançons l'action humanitaire à cette fin. Nous ne méritons pas – tout comme les attaques dans cette salle ne sont pas justifiées – qu'on dise que « nous combattons aux côtés des terroristes ». Si une telle déclaration était répétée en dehors du Conseil à titre individuel, elle pourrait donner lieu à une action en justice. J'espère donc que nous n'entendrons plus ce genre de déclarations. C'est une calomnie et c'est inexact, comme tant d'autres choses qui ont été dites sur la situation en Syrie par les deux pays représentés à ma droite.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Je donne la parole au représentant de la République arabe syrienne.

**M. Ja'afari** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général M. Geir Pedersen, de son exposé.

Il y a deux semaines, la Commission constitutionnelle s'est réunie pour la première fois en format élargi et en format restreint. L'État syrien a fait preuve de souplesse et a coopéré dans un esprit constructif durant la période préparatoire à la tenue de cette réunion, ce qui a été réaffirmé par l'ONU et son Envoyé spécial. Ce dernier a confirmé dans son exposé d'aujourd'hui que durant la première série de réunions, les membres de la Commission ont eu des discussions constructives sur diverses questions liées à leurs travaux et ont adopté un règlement de procédure.

Mon gouvernement réaffirme l'importance du strict respect du mandat et du règlement de procédure concernant les travaux de la Commission constitutionnelle, en premier lieu le respect par tous les États Membres de l'ONU, notamment par les membres du Conseil de sécurité, de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, ainsi que de l'appropriation et de la direction par la Syrie du processus politique et du rôle impartial de l'Envoyé spécial en tant que facilitateur. Il importe aussi d'éviter d'imposer des conditions préalables, de tirer des conclusions hâtives ou d'imposer des échéances artificielles s'agissant des travaux de la Commission, ou encore d'anticiper les recommandations qu'elle viendrait éventuellement à formuler, car la rédaction de la Constitution de la République arabe syrienne et la définition de son avenir sont du ressort exclusif du peuple syrien et une prérogative à laquelle il ne renoncera pas et qui doit être respectée.

Nous sommes satisfaits des assurances données par l'ONU et l'Envoyé spécial à cet égard. Nous espérons que cela se concrétisera durant les prochaines réunions de la Commission portant sur la Constitution prévues pour la semaine prochaine. Nous sommes également satisfaits que la délégation appuyée par le Gouvernement syrien ait participé activement aux discussions durant la première série de réunions. Nous réaffirmons que cette délégation discutera elle-même de ses tâches, sur la base de ses convictions nationales, étant donné que ce dialogue se déroule entre Syriens et est conduit et pris en main par les Syriens.

La plus grande menace qui pèse sur la Commission constitutionnelle, ce sont les tentatives de certains de s'ingérer dans ses travaux et d'entraver ses efforts en vue de satisfaire des objectifs qui vont à l'encontre des intérêts fondamentaux des Syriens. Il faut éviter cela. Tous



les Syriens s'attendaient à ce que toutes les conditions propices et nécessaires seraient créées pour permettre à la Commission de travailler dans un climat apaisé afin que ses travaux soient couronnés de succès.

Toutefois, nous avons été surpris de constater que l'appui apporté par certains acteurs régionaux et internationaux aux travaux de la Commission constitutionnelle en vue de son succès est en fait l'invasion et l'occupation de territoires syriens par la Turquie, ainsi que le massacre de nombreux citoyens syriens et le déplacement de plus de 180 000 de citoyens syriens, l'objectif étant de regrouper tous les terroristes qui appuient Erdoğan et de les aider à contrôler une partie du territoire syrien, sous prétexte de ce qui a été appelée « zone de sécurité ». La République arabe syrienne rejette cette notion de zone de sécurité. Nous considérons qu'il s'agit d'un territoire occupé, et nous agissons à son égard conformément aux dispositions pertinentes du droit international et de la Charte des Nations Unies.

Le Gouvernement des États-Unis a exprimé son appui à la Commission constitutionnelle à sa manière, en occupant les champs pétrolifères de la Syrie et en volant les ressources appartenant au peuple syrien. Face à cette situation, les corédacteurs du Conseil de sécurité pour les questions humanitaires politiques et celles relatives aux armes chimiques et leurs soutiens sont restés silencieux. C'est ainsi que l'occupation de zones de mon pays par les États-Unis fait écho à celle de la Turquie, avec laquelle ils pillent nos ressources et nos richesses naturelles. En effet, lorsque deux États conviennent d'agir contre la Syrie, ils sont en général rejoints par une autre partie, en l'occurrence Israël. L'un pille le territoire, un autre vole le pétrole et le troisième tente de poursuivre son occupation du Golan arabe syrien, s'appropriant la terre des Syriens et commettant des actes d'agression successifs contre mon pays, en violation flagrante du droit international et de la résolution 350 (1974), sur l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes.

La dernière agression infâme en date commise par Israël a eu lieu le 20 novembre, faisant un certain nombre de morts parmi la population civile et détruisant de nombreuses maisons, tandis que certains membres du Conseil, notamment des membres permanents, continuent de protéger Israël, en conséquence de quoi le Conseil se révèle impuissant. Le plus abject, c'est que notre collègue des États-Unis justifie l'agression israélienne comme une

expression de l'iranophobie. C'est un sentiment partagé par les Américains et par les Israéliens.

Le Gouvernement de mon pays souligne que la guerre terroriste menée contre la Syrie n'est pas due à des divergences nationales au sujet de la Constitution, mais au terrorisme international, qui a ciblé la Syrie pour servir des objectifs politiques de modification de la carte géopolitique de la région. Cela signifie que la guerre contre la Syrie prendra fin une fois que le terrorisme appuyé par des puissances étrangères aura également pris fin. Nous disons tout cela malgré le fait que nous sommes prêts à encourager la délégation appuyée par l'État syrien à faire des efforts afin que la Commission constitutionnelle puisse accomplir sa tâche. La Commission constitutionnelle doit soumettre les résultats de ses travaux au peuple syrien, seule partie autorisée à examiner ses conclusions et à les juger.

Le peuple syrien condamne catégoriquement l'occupation et le terrorisme dont sont coupables divers groupes terroristes, quels que soient leur nom et leur affiliation. Il s'agit notamment de Daech, du Front el-Nosra, des Frères musulmans et de Hay'at Tahrir el-Cham, qui sont toutes, comme les membres du Conseil le savent, des organisations dont les membres sont diplômés de grandes universités occidentales qui enseignent le droit international humanitaire aux États-Unis d'Amérique, en France, en Belgique ou en Allemagne. Tous ces terroristes ont étudié dans de grandes universités occidentales. Ils décapitent les gens, mangent leurs foies et les brûlent. Voilà le droit international humanitaire qu'ils ont étudié.

Le peuple syrien condamne également tout plan séparatiste ou semi-sécessionniste, quelle qu'en soit la forme et quelles que soient les campagnes de propagande qui sont utilisées pour le promouvoir. Notre peuple appelle à la levée immédiate de toutes les mesures coercitives unilatérales qui lui sont imposées et qui constituent un terrorisme économique. Il va sans dire que ces constantes nationales doivent être au cœur des activités des membres de la Commission qui débattent de la Constitution. C'est la situation que chaque personne présente dans cette salle doit comprendre.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autres oratrices ou orateurs inscrits sur ma liste.

J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

*La séance est levée à 17 h 5.*